

Courrier de demande complémentaire du BAJ de la Cour de cassation

Résumé : Il n'est pas rare de recevoir un courrier du BAJ pour demander des documents complémentaires

Lors d'une demande d'Aide Juridictionnelle (AJ) auprès du Bureau d'Aide Juridictionnelle (BAJ) de la Cour de cassation, il faut en plus du formulaire d'AJ fournir de nombreux documents (décision de 1^{er} et 2nd instance, conclusions de notre avocate en 1^{er} et 2nd instance...) - voir le tuto « Pourvoi en cassation : demande d'aide juridictionnelle »

Si les documents ne sont pas fournis, le BAJ envoie un courrier recommandé pour demander ces documents, à donner dans un délai d'1 mois. Si les documents ne sont pas envoyés à temps, l'AJ est frappé de caducité (c'est-à-dire que dans ce dossier et pour la personne en question qui fait la demande, l'AJ sera considéré comme rejeté définitivement).

Le BAJ peut également demander une copie de l'acte de signification. Lorsque le squat est déjà expulsé, il n'est pas rare que le commissaire de justice ne signifie pas l'arrêt de la Cour d'appel car il n'a pas d'autre adresse des habitant-es expulsées. Dans ce cas-là, il est possible de remplir une attestation sur l'honneur fournit avec le BAJ (voir exemple ci-dessous).

Il est conseillé de renvoyer les documents complémentaires au BAJ par courrier recommandé.

COUR DE CASSATION

Paris, le 17 juin 2025

BUREAU D'AIDE JURIDICTIONNELLE

5 quai de l'Horloge

TSA 39206

75055 PARIS CEDEX 01

DEMPHCC BAJ

COPIE

2025C01679 /AB22

demande

[REDACTED]

[REDACTED]

31130 Balma

Référence : 2025C01679

(à rappeler sur toute correspondance)

Affaire : 19/03/2025 CA TOULOUSE

2C18319757607

Monsieur, Madame,

Vous avez présenté le 13 juin 2025 une demande d'aide juridictionnelle qui a été enregistrée sous le numéro : 2025C01679.

En application de l'article 46 du décret n°2020-1717 du 28 décembre 2020 portant application de la loi n°91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, je vous prie de me faire parvenir les pièces suivantes qui sont indispensables à l'examen de votre demande :

- Vos conclusions ou votre assignation valant conclusions déposées devant la cour d'appel de Toulouse par votre avocat

Vous devez adresser ces documents **dans le délai de 1 mois** à compter de la réception de la présente lettre. Cette demande vous est adressée en lettre recommandée avec accusé de réception ainsi qu'en lettre simple.

J'appelle tout particulièrement votre attention sur le fait qu'en l'absence de transmission des pièces demandées dans le délai imparti, votre demande d'aide juridictionnelle sera frappée de **caducité**. La décision constatant la caducité n'est pas susceptible de recours.

Par ailleurs, tout changement de domicile qui survient postérieurement à la demande d'aide doit nous être déclaré sans délai.

Veuillez agréer, Monsieur, Madame, l'assurance de ma considération distinguée.

P/ Le Secrétaire du Bureau

[Signature]



* 2 0 2 5 C 0 1 6 7 9 *

BUREAU D'AIDE JURIDICTIONNELLE

5 quai de l'Horloge

TSA 39206

75055 PARIS CEDEX 01

DEMPHILE BAJ

demande [REDACTED]
[REDACTED]
31400 ToulouseRéférence : [REDACTED]
(à rappeler sur toute correspondance)
Affaire : [REDACTED] CA TOULOUSE
[REDACTED]

Monsieur,

Vous avez présenté le [REDACTED] 2026 une demande d'aide juridictionnelle qui a été enregistrée sous le numéro : [REDACTED].

En application de l'article 46 du décret n°2020-1717 du 28 décembre 2020 portant application de la loi n°91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, je vous prie de me faire parvenir les pièces suivantes qui sont indispensables à l'examen de votre demande :

- Copie de l'acte de signification ou de notification de la décision attaquée (arrêt rendu le [REDACTED] [REDACTED] par la Cour d'appel de Toulouse [REDACTED] ou, si la décision attaquée ne vous a été ni signifiée ni notifiée, il convient de remplir l'attestation sur l'honneur en annexe

Enfin si la décision que vous voulez attaquer a été signifiée par un commissaire de justice, à votre initiative ou à celle de l'adversaire, je vous invite à m'adresser cet acte, la justification de la signification étant une condition de la recevabilité du pourvoi.

Vous devez adresser ces documents **dans le délai de 1 mois** à compter de la réception de la présente lettre. Cette demande vous est adressée en lettre recommandée avec accusé de réception ainsi qu'en lettre simple.

J'appelle tout particulièrement votre attention sur le fait qu'en l'absence de transmission des pièces demandées dans le délai imparti, votre demande d'aide juridictionnelle sera frappée de **caducité**. La décision constatant la caducité n'est pas susceptible de recours.

Par ailleurs, tout changement de domicile qui survient postérieurement à la demande d'aide doit nous être déclaré sans délai.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

P/ Le Secrétaire du Bureau





COUR DE CASSATION

Attestation sur l'honneur en l'absence de notification ou signification de la décision contre laquelle vous déposez un pourvoi en cassation.

Je, soussigné(e) _____

Certifie sur l'honneur que la décision rendue le (date de la décision) _____
par (nom de la juridiction ayant rendu la décision contestée) _____

n° RG _____ contre laquelle je
souhaite former / j'ai formé / me défendre à (rayer la mention inutile) un pourvoi qui, ne m'a pas été
à ce jour notifiée par lettre recommandée / ne m'a pas été signifiée par huissier de justice (rayer la
mention inutile).

Je prends connaissance que la loi punit d'un emprisonnement de deux ans et d'une peine d'amende
de 30 000 €, le fait de fournir sciemment une fausse déclaration ou une déclaration incomplète en
vue d'obtenir ou de tenter d'obtenir, de faire obtenir ou de tenter de faire obtenir d'une personne
publique, d'un organisme de protection sociale ou d'un organisme chargé d'une mission de service
public, une allocation, une prestation, un paiement ou un avantage indu (article 44-1-6 du code
pénal).

Fait à _____

Le _____

Signature :